

Focus Paper n° 8

# Le printemps militaire sahélien : échec des acteurs politiques ou bricolage de la gouvernance ?

---

Estelle K. DJANATO



15 juillet 2024

|

[www.ciaaf.org](http://www.ciaaf.org)

## LE PRINTEMPS MILITAIRE SAHELIEN : ECHEC DES ACTEURS POLITIQUES OU BRICOLAGE DE LA GOUVERNANCE ?

---

Estelle Kouèssiba DJANATO\*

---

### Introduction

« Un coup d'Etat dans un pays donné éveille toujours des envies pour le pays voisin »<sup>1</sup>. Ces propos de Mamadou Hady décrivent ce que vivent depuis quelques années certains pays de la région du Sahel.

Les coups d'Etat militaires ne sont certes pas un phénomène nouveau dans la région, mais les récents coups d'Etat auxquels l'on a assisté dans certains pays du Sahel notamment le Mali, le Burkina Faso et le Niger, méritent bien qu'on s'y focalise. La stabilité relative qui caractérisait ces pays a fait place à une forte recrudescence des putschs ayant tour à tour balayé au Mali, Ibrahim Boubacar Keïta (août 2020) ; le gouvernement de transition du Mali dirigé par Bah N'daw (mai 2021) ; au Burkina-Faso, Roch Christian Kaboré (janvier 2022) renversé par Paul Henri Sandaogo Damiba (septembre 2022) lui-même renversé par Ibrahim Traoré ; au Niger Mohamed Bazoum (juillet 2023). La triennale 2020-2023 a suscité de nombreuses inquiétudes et laissé perplexes de nombreux observateurs de la vie politique en Afrique, au regard d'une nième irruption des hommes en uniforme dans l'arène politique. Une succession de coups d'Etat militaires, que nous qualifions de *printemps militaire sahélien*.

Les mesures prises par la CEDEAO<sup>2</sup>, en réponse à cette situation, n'ont pas véritablement freiné le vent des coups d'Etat militaires qui souffle sans gêne sur les pays. De l'isolement imposé par les instances sous-régionales à la fragilisation des économies en passant par les mesures commerciales, absolument rien ne semble avoir fait reculer les juntes déterminées et mues par le désir d'apporter un changement dans le mode de gouvernance des dirigeants civils. *A contrario*, ces sanctions ont contribué à éveiller un certain patriotisme des citoyens dépassés et asphyxiés par la pauvreté, le manque d'opportunités, la difficulté à accéder à des services sociaux de base. Comment a-t-on pu en l'espace de trois ans, en arriver là ? L'objectif de ce papier est de questionner les raisons de la résurgence des coups d'Etat militaires ces dernières années. Pour conduire notre analyse, nous nous reposerons sur la revue documentaire, en nous basant sur les articles qui traitent de la problématique des coups d'Etat en Afrique, les communiqués des Etats, les

---

\* **Experte Sécurité-Genre, Assistante de recherche au CiAAF.**

<sup>1</sup> Mamadou Hady Deme, *L'armée dans la démocratisation tardive en Guinée Conakry*. Science politique. Université de Bordeaux, 2016, p. 355.

<sup>2</sup> Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

rapports d'études sur la question sécuritaire des Etats du Sahel. Par ailleurs, nous avons consulté les chiffres d'institutions statistiques qui suivent l'évolution de la situation sécuritaire dans ces pays en crise.

D'abord, nous analyserons les coups d'Etat militaires survenus (i), ensuite, essaierons de porter un regard sur l'attitude des nouveaux dirigeants des pays susmentionnés (ii) et enfin des pistes de solutions seront proposées pour mieux répondre à cette vague des prises de pouvoir par la force armée.

## I. De la recrudescence des coups d'Etat militaires

Se référant à sa conception moderne, le coup d'Etat s'entend de « l'acte qui remplace les gouvernants et le souverain, l'acte qui fait tomber la tête du roi, l'acte qui introduit une rupture, une discontinuité dans l'exercice du pouvoir... »<sup>3</sup>. De façon plus spécifique, il s'agit du renversement d'un régime au pouvoir par un nombre d'individus. C'est un acte qui s'opère de façon secrète et très rapide, généralement avec l'usage de la force, lorsqu'il est organisé par des acteurs militaires<sup>4</sup>. Dans ce sens, le coup d'Etat militaire donne l'allure d'une rupture<sup>5</sup>, d'une révolution, face à un ordre établi, jugé soit trop vieux ou inefficace face aux nouveaux enjeux qu'impose la société. La survenance d'un coup d'Etat militaire est rarement un acte isolé. La recrudescence des coups d'Etat militaires dont le monde a été témoin ces dernières années dans la région du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger) est devenue inquiétante. Une analyse de ces changements de régime laisse transparaitre deux niveaux de compréhension.

### A. La fragilité sécuritaire

Le premier niveau de compréhension de la recrudescence des coups d'Etat militaires est lié aux difficultés des gouvernants à faire efficacement face à la fragilité sécuritaire de leur pays. Le Burkina Faso subit depuis 2015 une violence des groupes extrémistes qui donne du fil à retordre aux gouvernements successifs depuis le régime de Rock Marc Christian Kaboré. Cette dégradation de l'environnement sécuritaire n'est pas différente de ce que vit son voisin du Mali, qui depuis 2010, s'efforce de mettre fin à la progression des groupes extrémistes violents sur son territoire. Le constat avec ces deux pays est le même : le mandat des présidents démocratiquement élus a été écourté à la suite de renversements militaires. L'arène politique de ces deux pays a été ainsi investie par des acteurs militaires qui, face à la situation sécuritaire de plus en plus fragile, malgré les politiques sécuritaires mises en place par les gouvernements déchus, se sont fait un

---

<sup>3</sup> Roberto NIGRO, « Quelques considérations sur la fonction et la théorie du coup d'Etat », *Collège international de Philosophie*, Rue Descartes, 2013/1 n° 77, pp. 69-81.

<sup>4</sup> Qu'est ce qu'un coup d'état, disponible sur <http://www.pftavares.fr/wp-content/uploads/2017/06/Quest-ce-quun-coup-dEtat-1.pdf>, consulté le 21 juin 2024.

<sup>5</sup> Palouki MASSINA, « Le coup d'Etat, entre déshonneur et bienveillance », *Afrilex*, [https://afrilex.u-bordeaux.fr/wp-content/uploads/2021/03/PALOUKY\\_Massina\\_Le\\_coup\\_d\\_Etat.pdf](https://afrilex.u-bordeaux.fr/wp-content/uploads/2021/03/PALOUKY_Massina_Le_coup_d_Etat.pdf), consulté le 15 janvier 2024.

nouveau profil, celui de « sauveur de leurs concitoyens », des citoyens meurtris, fatigués de compter leurs morts et qui vivent avec la soif d'un retour à la paix et à la quiétude. Le double coup d'Etat d'Assimi Goïta contre Ibrahim Boubacar Keita (2020) et Bah N'Daw (2021) au Mali, celui de janvier et de septembre 2022 au Burkina Faso nous édifie sur le nexus instabilité sécuritaire et coup d'Etat et mettent en exergue le devoir que se sont assignés les militaires, de rompre la dynamique avec laquelle la question du terrorisme a été traitée jusque-là. Une rupture avec une teinte de révolution, de rejet d'un ordre jugé téléguidé par des mains extérieures qui ne recherchent pas forcément l'intérêt des peuples victimes. Les nombreux échanges de mots<sup>6</sup>, réciprocités d'actions<sup>7</sup> entre les nouveaux dirigeants et leurs partenaires ne sont rien d'autre que la partie visible de la rupture amorcée. C'est donc dans ce contexte de morosité et d'instabilité<sup>8</sup> qui peine à être jugulé, que sont intervenus les renversements de pouvoirs au Mali et au Burkina Faso. Outre la question sécuritaire, un autre angle d'analyse peut être également envisagé pour tenter de comprendre le *printemps militaire sahélien*.

## B. Le rejet du mode de gouvernance social et politique

Le deuxième niveau de compréhension des coups d'Etat militaires, est relatif à la remise en cause de la gouvernance publique. Les coups d'Etat militaires qui secouent la scène politique dans la région du Sahel, renversant des pouvoirs plus ou moins démocratiques, sont l'expression de la volonté et de l'aspiration des peuples à des changements profonds, aussi bien sur le plan social que politique. Les propos de Joseph Asunka<sup>9</sup> traduisent bien la corrélation entre coup d'Etat militaire et l'état de fatigue d'un peuple qui n'attend que des résultats : « L'incapacité des gouvernements et des dirigeants élus à répondre aux aspirations démocratiques de la population, a entraîné un déclin de la confiance populaire dans la gouvernance démocratique et un attrait croissant pour le régime militaire... »<sup>10</sup>. Le coup d'Etat militaire

---

<sup>6</sup> Voir Philippe Ricard, « Niger : la confrontation entre la France et la junte s'intensifie », 26 août 2023, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/08/26/la-confrontation-entre-la-france-et-la-junte-nigerienne-s-intensifie\\_6186628\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/08/26/la-confrontation-entre-la-france-et-la-junte-nigerienne-s-intensifie_6186628_3212.html), consulté le 02 Avril 2024.

Voir aussi, Tv5monde, « Le Mali rompt les accords de défense avec la France, Paris dénonce une décision injustifiée », 02 mai 2022, <https://information.tv5monde.com/afrique/le-mali-rompt-les-accords-de-defense-avec-la-france-paris-denonce-une-decision-injustifiee>, consulté le 02 Avril 2024.

<sup>7</sup> Agence France-Presse, « Tensions entre la France et le Mali: Paris et Bamako suspendent la délivrance de visas », 10 août 2023, [https://www.bfmtv.com/international/afrique/mali/tensions-entre-la-france-et-le-mali-paris-et-bamako-suspendent-la-delivrance-de-visas\\_AD-202308100267.html](https://www.bfmtv.com/international/afrique/mali/tensions-entre-la-france-et-le-mali-paris-et-bamako-suspendent-la-delivrance-de-visas_AD-202308100267.html), consulté le 03 Avril 2024.

<sup>8</sup> Mo Ibrahim Foundation, « A coup is never a solution Analysis of the warning signs and impact of recent coups in Western Africa », october 2023, <https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2023-09/coup-never-solution.pdf>, consulté le 16 janvier 2024.

<sup>9</sup> [Directeur de Afrobaromètre](#).

<sup>10</sup> Afrobarometer, « Declining satisfaction threatens African democracy, Afrobarometer CEO reveals », 18 July 2023, <https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2023/07/News-release-Declining-satisfaction-threatens-African-democracy-Afrobarometer-CEO-reveals-18July23.pdf>, consulté le 16 janvier 2024.

intervenir au Niger semble bien refléter cet état de chose. L'état morose de la gouvernance au Niger depuis quelques années<sup>11</sup> a entre autres accéléré la survenance du coup d'Etat. A titre d'exemple, pour un pays qui est le septième producteur d'uranium au monde, seulement 18,6%<sup>12</sup> de sa population a accès à l'électricité, tandis que plus de la moitié de la population française (premier partenaire commercial du Niger<sup>13</sup> et exploitant principal des réserves en uranium) bénéficie d'un accès permanent à l'électricité<sup>14</sup>. Cette injustice dans la gestion des ressources s'est exprimée lors des manifestations du 26 juillet 2023, sonnante le glas des décennies de gouvernance non inclusive<sup>15</sup> de la population. La morosité de la gouvernance évoquée dans ce contexte n'est pas spécifique au Niger. Le Burkina Faso et le Mali ont également connu un déclin rapide de la gouvernance<sup>16</sup> ayant entraîné la chute des dirigeants de ces différents pays. Sur les quatre dernières années ayant précédé le coup d'Etat militaire au Burkina Faso on note une régression de la gouvernance<sup>17</sup> : 22,4% (2019), 26,2% (2020), 23,3% (2021), 21,2% (2022)<sup>18</sup>. Quant au Mali, les cinq dernières années ayant précédé le coup d'Etat militaire de 2021, montrent une nette régression de la gouvernance : 16,2% (2017), 13,8% (2018), 12,9% (2019), 11,4% (2020), 11% (2021).

Même si les pro démocraties rejettent l'idée qu'un coup d'Etat militaire puisse être une option pour réparer les errements politiques des dirigeants, Mamadou Deme<sup>19</sup> quant à lui soutient le contraire et souligne le caractère salvateur de certains coups d'Etat militaire. Face au « naked political ambition »<sup>20</sup> des dirigeants, l'exaspération du peuple prend le dessus.

<sup>11</sup> Mo Ibrahim Foundation, *op.cit.*, p. 12.

<sup>12</sup> Gregoire Anani, « International policy coups d'Etat in Francophone African countries causes, consequences and international responses », *African Journal of Political Science and International Relations*, Vol. 17(4), 2023, pp. 54-64, <http://www.academicjournals.org/AJPSIR>, consulté le 18 février 2024.

<sup>13</sup> Britannica, « Economy of Niger », <https://www.britannica.com/place/Niger/Economy>, consulté le 03 avril 2024.

<sup>14</sup> Mo Ibrahim Foundation, *op. cit.*, p. 12.

<sup>15</sup> ONEP Niger, « Coordonnateur du Mouvement M62 : « Les coups d'Etat survenus au Sahel sont la résultante de la mauvaise gouvernance, du déficit démocratique et du dévoiement de la souveraineté du peuple au profit de l'élite et des puissances étrangères » M. Abdoulaye Seidou », <https://www.lesahel.org/coordonnateur-du-mouvement-m62-les-coups-detat-survenus-au-sahel-sont-la-resultante-de-la-mauvaise-gouvernance-du-deficit-democratique-et-du-devoiement-de-la-souverainete-du-pe/>, 07 septembre 2023, consulté le 02 avril 2024.

<sup>16</sup> Mo Ibrahim Foundation, *op cit.*, p. 9.

<sup>17</sup> Selon la Banque mondiale la notion de gouvernance reflète la perception de la qualité des services publics, de la qualité de la fonction publique et de son degré d'indépendance par rapport aux pressions politiques, de la qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques et de la crédibilité de l'engagement du gouvernement à l'égard de ces politiques.

<sup>18</sup> Voir Worldwide Governance Indicators, disponible sur <https://databank.worldbank.org/source/worldwide-governance-indicators>, consulté le 03 avril 2024.

<sup>19</sup> Mamadou Hady Deme, *L'armée dans la démocratisation tardive en Guinée Conakry*. Science politique. Université de Bordeaux, 2016. Français. NNT : 2016BORD0253.

<sup>20</sup> L'expression fait référence aux ambitions politiques vides des dirigeants. Voir Ukrist Pathmanand , « A Different Coup d'Etat? », Institute of Asian Studies, Chulalongkorn University, Patumwan Bangkok, Thailand, *Journal of Contemporary Asia*, Vol. 38, N°. 1, February 2008, pp. 124 – 142, [https://www.researchgate.net/publication/271820424\\_A\\_Different\\_Coup\\_d'Etat](https://www.researchgate.net/publication/271820424_A_Different_Coup_d'Etat), consulté le 15 janvier 2024.

Les coups d'Etat militaires successifs dans la région du Sahel sont donc la réponse au désastre de gouvernance orchestré par les élites politiques<sup>21</sup> et sont portés essentiellement par la nécessité d'une refondation dans un contexte où les jeunes ont perdu tout espoir d'un futur prometteur.

Dans un cas comme dans l'autre, les différents coups d'Etat militaires sont caractérisés par une légitimation peut-être discutable, leur donnant ainsi une connotation positive. Reprenant Weber, Delphine Dulong affirme que « tout pouvoir a besoin de légitimation pour assurer son assise et obtenir l'obéissance des gouvernés »<sup>22</sup>. Et de la légitimation, les nouveaux hommes forts du Burkina Faso, du Mali et du Niger en ont, justifiant ainsi leur sourde oreille aux sanctions et orientations souhaitées par les institutions régionales et sous régionales.

Les vagues de protestations antigouvernementales et le mécontentement des citoyens font de l'armée une entité plus digne de confiance (sans avoir une idée des aboutissants de la gouvernance du militaire) que celle du président démocratiquement élu<sup>23</sup>, faisant du coup d'Etat militaire un outil de changement. Que retenir donc de la gestion des « précurseurs de changement », depuis leur prise de pouvoir respective ?

## II. De la gouvernance des militaires

Au regard de la succession des événements, on peut dégager trois niveaux de gouvernance, en analysant l'attitude des militaires dans les trois pays du Sahel, objet de notre papier.

### A- L'approche réaliste de la gouvernance

Le premier constat, c'est l'approche réaliste de la gouvernance des Etats (Mali, Niger, Burkina Faso). L'Afrique et le monde entier retiendront ces dernières années un trio qui a fait de sa politique de gouvernance, une politique surtout exclusive de toute empreinte française, marquant ainsi un tournant dans la prise en main de la gestion de leurs pays respectifs. Cette politique exclusive laisse lire l'autonomie que tentent d'acquérir les nouveaux dirigeants de ces pays dans leurs relations extérieures, et qui s'est

---

<sup>21</sup> Louisa Brooke-Holland, « Coups and political stability in West Africa », 18 September 2023, *House of commons library*, <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-986I/CBP-986L.pdf>, consulté le 16 janvier 2024.

<sup>22</sup> Delphine Dulong, *Sociologie des institutions politiques*, Paris, La Découverte, Collection Repères, 2012, p.128.

<sup>23</sup> Massa Coulibaly, Carolyn Logan, and E. Gyimah-Boadi, « Malians, though eager for change from failing state and economy, still demand democracy », *Afrobarometer Dispatch* N°. 386, 24 August 2020, [https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/migrated/files/publications/Dispatches/ad386-malians\\_eager\\_for\\_change\\_still\\_look\\_to\\_democracy-afrobarometer\\_dispatch-25aug20.pdf](https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/migrated/files/publications/Dispatches/ad386-malians_eager_for_change_still_look_to_democracy-afrobarometer_dispatch-25aug20.pdf), consulté le 16 janvier 2024.

traduite par la dénonciation par les trois pays des accords de coopération militaire<sup>24</sup> et économique<sup>25</sup> avec la France ; le renvoi des forces étrangères venues en appui pour la sécurité dans le Sahel depuis 2013<sup>26</sup> ; le rejet de toute communication excessive sur les incidents sécuritaires du pays et de toute approche suggérée de gestion de leur pays jugée trop téléguidée<sup>27</sup>. Cette quête d'autonomie a de ce fait donné lieu à une diversification intensifiée de partenaires (Russe, Turque, etc.) pour tenter de répondre à la crise sécuritaire. On voit là un changement d'agenda, visant à sortir des coopérations à « une seule trajectoire » paternalistes, vers des types de coopération plus ouvertes à la discussion, orientées vers la recherche de solutions concrètes pouvant aider à faire face aux défis sécuritaires et avec certainement moins d'exigences. De la gouvernance de ces Etats, on lit une approche de gestion « très réaliste », une « realpolitik » qui met les intérêts de chacun de ces pays en avant<sup>28</sup>.

## B- Le rejet de la trajectoire sous régionale

La série des coups d'Etat militaires qui semblent devenir le moyen tout trouvé pour dénoncer les agissements des dirigeants, va à l'encontre des principes et règles que se sont fixés les Etats ouest-africains au sein de la CEDEAO. Au lendemain donc des coups d'Etats militaires au Burkina Faso, au Mali, et au Niger, et au détour de nombreuses réunions, médiations, la réponse de l'organisation sous régionale ouest-africaine n'a pas manqué : suspension des pays des instances de l'institution ; sanctions économiques (suspension des transactions financières et commerciales, gel des avoirs des militaires responsables des coups d'Etat). Ces sanctions n'ont pas épargné les populations privées de produits de première nécessité tels que les produits pharmaceutiques, les denrées alimentaires, le courant électrique, et dont les conséquences n'avaient pas semblé émouvoir les dirigeants de l'institution.

---

<sup>24</sup> Agence France Presse, « Mali: la junte dénonce les accords de défense avec la France », 03 mai 2022, <https://youtube.be/iEbb3AUe-lo?si=A4o-96AmNX-aAbMj>, consulté le 13 février 2024.

<sup>25</sup> Voice of Africa, « Mali et Niger dénoncent les accords de non-double imposition avec la France », 6 décembre 2023, <https://www.voafrique.com/a/mali-et-niger-d%C3%A9noncent-simultan%C3%A9ment-les-accords-de-non-double-imposition-avec-la-france/7386428.html>, consulté le 13 février 2024.

<sup>26</sup> Geneviève Agno, « Accords de défense militaire: pourquoi le Mali rompt avec la France et quels sont ces accords? », *BBC Afrique*, 3 mai 2022, <https://www.bbc.com/afrique/region-61313497>, consulté le 13 février 2024.

<sup>27</sup> Voir le Discours du colonel Abdoulaye Maïga Premier ministre, p.i, Chef du gouvernement du Mali, à l'occasion du débat général de la 77ème session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies, New York, le 24 Septembre 2022, disponible sur [https://www.un.int/mali/sites/www.un.int/files/Mali/rev\\_allocation\\_mali\\_agnu\\_24\\_septembre\\_2022\\_2.pdf](https://www.un.int/mali/sites/www.un.int/files/Mali/rev_allocation_mali_agnu_24_septembre_2022_2.pdf), consulté le 13 février 2024.

<sup>28</sup> Sophie Douce, « Au Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, le président énigmatique qui défie la France », 30 mai 2023, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/05/30/au-burkina-faso-le-capitaine-ibrahim-traore-le-president-enigmatique-qui-defie-la-france\\_6175485\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/05/30/au-burkina-faso-le-capitaine-ibrahim-traore-le-president-enigmatique-qui-defie-la-france_6175485_3212.html), consulté le 13 février 2024.

Une analyse des dites sanctions loin de montrer leur efficacité à répondre aux coups d'Etat militaires, conforte les assertions critiques contre l'institution qualifiée de censeur plutôt que de protecteur<sup>29</sup>. Cette perception s'est trouvée renforcée à l'annonce de l'intervention militaire envisagée en réponse au coup d'Etat militaire survenu au Niger. La décision ne devrait pas surprendre quand on se rappelle de la décision prise par les chefs d'Etat d'« établir une force régionale qui interviendra en cas de besoin, qu'il s'agisse de sécurité, de terrorisme ou de rétablir l'ordre constitutionnel dans des Etats membres »<sup>30</sup>.

L'inefficacité de ces sanctions qui n'est plus à démontrer tient également de la surdité que lui ont opposée les chefs des juntes sahéliennes. Au lendemain de l'expiration de l'ultimatum de la CEDEAO contre les putschistes du Niger, la junte nigérienne dirigée par le général Abdourahamane Tiani, n'a pas hésité à former son gouvernement en signe de défiance à l'égard des chefs d'Etat de la CEDEAO qui s'activaient pour de nouvelles sanctions. Cette attitude n'est pas nouvelle au regard de la réponse à chaque fois affichée par les nouveaux dirigeants de ces pays. Il ne faudrait pas non plus oublier le geste du chef de la junte du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, qui, en réponse à la fermeture des frontières des pays voisins avec le Niger, n'a pas hésité à faire convoier plus de 300 camions de marchandises en soutien au Niger<sup>31</sup>. Par ailleurs, le divorce prononcé d'avec la CEDEAO, a donné lieu à la création par les trois pays (Niger, Mali, Burkina Faso) de l'Alliance des Etats du Sahel (AES). Cette nouvelle institution est née du rejet de tous « engagements, partenariats, ou mécanismes qui leur imposent une marche à suivre... »<sup>32</sup>. Qu'en est-il de la gouvernance sécuritaire des militaires des trois pays ?

### C- La gestion titubante de la lutte contre le terrorisme

Le troisième constat est la gestion titubante des trois Etats au niveau sécuritaire. Partout au Sahel, les forces islamistes connaissent une progression fulgurante et, surtout, se retrouvent face à des armées en perte qui ne sont pas du tout en mesure d'endiguer cette avancée. C'est à cette pensée que tentent de répondre les trois pays en adoptant une stratégie militaire face à la question terroriste, et en faisant de la sécurité une priorité majeure dans leur agenda de gouvernance, au point où l'option des élections est

---

<sup>29</sup> Bob Barry, « Les critiques contre la CEDEAO sont-elles justifiées? », janvier 2022, <https://www.dw.com/fr/c/C3%A9d%C3%A9ao-critiques-sommet-burkina/a-60585546>, consulté le 05 septembre 2023.

<sup>30</sup> Agence France Presse, « La Cédéao décide de créer une force régionale face au jihadisme et aux coups d'Etat », décembre 2022, [https://www.lexpress.fr/monde/la-cedeao-decide-de-creer-une-force-regionale-face-au-jihadisme-et-aux-coups-d-etat\\_2184626.html](https://www.lexpress.fr/monde/la-cedeao-decide-de-creer-une-force-regionale-face-au-jihadisme-et-aux-coups-d-etat_2184626.html), consulté le 05 septembre 2023.

<sup>31</sup> Mariam Mbaye, « Niger, sous sanctions de la CEDEAO, le geste fort du capitaine Ibrahim Traoré », *Kéwoulo journal d'investigation*, 21 août 2023, <https://kewoulo.info/le-geste-très-fort-du-capitaine-ibrahim-traore-pour-le-niger-sous-sanctions-de-la-cedeao/>, consulté le 16 février 2024.

<sup>32</sup> Emmanuel Odilon Koukoubou, « L'avenir de la CEDEAO est en pointillés », *Fraternité*, 29 janvier 2024, <https://fraternitebi.info/politique/article/le-politologue-emmanuel-koukoubou-au-sujet-de-la-decision-des-pays-de-l-aes-l>, consulté le 15 février 2024.



devenue le vinaigre dans l'eau des nouveaux dirigeants. Le report de la date de la fin de la transition, l'opposition ferme face aux sollicitations de la CEDEAO et des organes régionales et sous régionales, le retrait des pays de la CEDEAO pour raison de divergences dans les priorités et le besoin d'affirmation de l'Etat, renforcent cette priorité sécuritaire. Les opérations militaires de reconquête rapide des territoires enregistrées ci et là renvoient un message de victoire aussi bien pour les dirigeants de ces trois pays que pour les populations. Les reconquêtes de Moura, en 2022, l'un des principaux foyers des violences dans le Sahel<sup>33</sup>; de même que celles de Djibo<sup>34</sup> s'inscrivent dans cette trajectoire victorieuse que ces dirigeants tentent de tracer. Il faut souligner à cet effet, la mobilisation de moyens humains et matériels considérables afin d'identifier et traquer les groupes terroristes.

Cependant, malgré l'approche réaliste adoptée par les militaires et les efforts consentis, les fruits ne semblent pas encore mûrs. Depuis leur prise de pouvoir, la gestion sécuritaire vacille entre réussites et tâtonnements. Tant à Ouagadougou, à Bamako qu'à Niamey, l'évolution de la situation sécuritaire suscite des réactions controversées. Selon les données d'ACLED<sup>35</sup>, la situation au Burkina Faso se détériore de plus en plus. En effet, selon le classement des 10 pays les plus impactés par le terrorisme en 2023, le Burkina Faso est en tête de peloton, alors qu'en 2022, il occupait la deuxième place derrière l'Afghanistan<sup>36</sup>.

Cette position se justifie encore plus quand on jette un regard sur le nombre de morts ces dernières années. Le Burkina Faso compte 1907 morts en 2023, contre 1135 morts en 2022 et 759 en 2021. Par ailleurs les mois de février et juin 2024 ont suffisamment révélé les limites de la gouvernance sécuritaire des dirigeants militaires du Burkina-Faso, à faire face aux agissements des groupes terroristes. La journée du 25 février a été suffisamment mouvementé, au regard des conséquences massives du passage de ces groupes dans certaines régions. Les attaques survenues dans les villages de Komsilga, Nodin et Soroe dans la province du Yatenga de la région du Nord, ayant fait au moins 170 morts<sup>37</sup> témoignent de la difficulté des régimes militaires à maîtriser les groupes qui ne cessent de dicter leur loi.

---

<sup>33</sup> Le Figaro, « Evénements de reconquête de Moura: Moscou félicite le Mali pour une «victoire importante» contre le «terrorisme», 15 mai 2022, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/evenements-de-moura-moscou-felicite-le-mali-pour-une-victoire-importante-contre-le-terrorisme-20220408>, consulté le 15 février 2024.

<sup>34</sup> Raoul Hetinon, « Burkina Faso-reconquête du territoire: djibo sous contrôle des militaires », 16 décembre 2023, <https://www.afrique-sur7.ci/burkina-reconquete-du-territoire-djibo-sous-controle-des-militaires>, consulté le 16 février 2024.

<sup>35</sup> Armed conflict Location and Event Data Project.

<sup>36</sup> Institute for Economics & Peace, « *Global Terrorism Index 2024: Measuring the Impact of Terrorism* », Sydney, february 2024, <https://www.visionofhumanity.org/10-countries-most-impacted-by-terrorism-gti-2024/#:~:text=coup%20of%202021,-Niger,in%20the%20lethality%20of%20attacks.> consulté le 27 mars 2024.

<sup>37</sup> France 24, « Burkina Faso : 170 personnes "exécutées" dans des attaques de villages le 25 février », 03 mars 2024, <https://www.france24.com/fr/afrique/20240303-burkina-faso-170-personnes-ex%C3%A9cut%C3%A9es-dans-des-attaques-de-villages-le-25-f%C3%A9vrier-eglise-mosquee>, consulté le 22 juin 2024.

Les attaques contre le détachement militaire de Tankoulou, contre le 16<sup>e</sup> bataillon d'intervention rapide près de Kongoussi, et contre le bataillon mixte dans la zone de Ouahigouya<sup>38</sup> dans la même journée du 25 février, mettent à nu la difficulté des nouveaux dirigeants militaires à protéger leurs populations. Outre les installations militaires, les espaces religieux, ont également été la cible des attaques recensées au cours de l'année 2024. Les pertes en vies humaines dénombrées dans la mosquée de Natiaboani, et dans l'église catholique du village de Essakane<sup>39</sup> sont révélateurs de ce que le Burkina Faso peine, après le coup d'Etat militaires, à s'en sortir efficacement dans la lutte contre le terrorisme. Les récentes attaques du 11 juin dans le village de Mansilan (situation), à quelques kilomètres de la frontière avec le Niger, peignent également la réalité morose de la situation sécuritaire au Burkina Faso.

Quant au Mali, les groupes extrémistes continuent d'exploiter la situation d'instabilité, plaçant le pays au troisième rang, avec 604 morts en 2021, contre 944 morts en 2022 et 753 morts en 2023<sup>40</sup>. Malgré les efforts que mènent les dirigeants, la situation du terrorisme ne semble pas totalement contrôlée. En effet, les attaques du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) contre le camp militaire de Danderesso<sup>41</sup> en mars 2024<sup>42</sup>, celles<sup>43</sup> menés par le groupe au cours du mois de janvier 2024, contre les populations des villages de Ogota et de Ouémbé<sup>44</sup>, illustrent bien les limites de ces efforts.

La situation au Niger n'est pas non plus reluisante. Même s'il a pendant longtemps su maîtriser la situation du terrorisme, l'année 2023 a considérablement connu une recrudescence du terrorisme. Le nombre de décès a plus que doublé, avec 468 décès en 2023 contre 193 décès en 2022<sup>45</sup>. Le Niger n'est pas loin de cette réalité. L'incursion des terroristes en mai 2024, dans le village de Tabla<sup>46</sup>, situé dans le département

---

<sup>38</sup> Le temps, « Une «attaque d'envergure» contre une mosquée a fait «plusieurs dizaines de morts» au Burkina Faso », 26 février 2024, <https://www.letemps.ch/monde/afrique/une-attaque-d-envergure-contre-une-mosquee-a-fait-plusieurs-dizaines-de-morts-au-burkina-faso>, consulté le 22 juin 2024.

<sup>39</sup> Dramane Traoré, « Burkina Faso: au moins 15 morts contre une église dans le sahel », *Anadolu Ajansı*, 26 février 2024, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/burkina-faso-au-moins-15-morts-dans-une-attaque-contre-une-%C3%A9glise-dans-le-sahel/3147431>, consulté le 22 juin 2024.

<sup>40</sup> Institute for Economics & Peace, *op.cit.*, p. 21.

<sup>41</sup> Danderesso, est situé dans la région de Sikasso au sud du Mali.

<sup>42</sup> Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « revue de presse du 18 mars 2024 », <https://africacenter.org/fr/daily-media-review/revue-de-presse-du-18-mars-2024/>, consulté le 25 juin 2024.

<sup>43</sup> Human Rights Watch, « Mali: des groupes islamistes armés et des milices ethniques commettent des atrocités, le gouvernement devrait s'assurer de l'obligation de rendre des comptes et mieux protéger les civils », 8 mai 2024, <https://www.hrw.org/fr/news/2024/05/08/mali-des-groupes-islamistes-armes-et-des-milices-ethniques-commettent-des-atrocites>, consulté le 29 juin 2024.

<sup>44</sup> Ces villages sont situés dans la région de Mopti.

<sup>45</sup> Institute for Economics & Peace., *op.cit.*, p.28.

<sup>46</sup> Hélène Sourou, « Attaque terroriste à Tabla, Niger: Un assaut mortel et préoccupant », 24 mai 2024, <https://www.journalduniger.com/attaque-terroriste-a-tabla-niger-un-assaut-mortel-et-preoccupant/>, consulté le 22 juin 2024.

de Balleyara, région du Tillabéri et dans le village de Boni<sup>47</sup>, sont illustratifs des limites de la gouvernance des militaires. Les récentes attaques contre les détachements des Forces de Défense et de Sécurité<sup>48</sup>, dans la zone de Tara, précisément dans le village de Tassia<sup>49</sup>, en disent suffisamment sur la stabilité relative dans laquelle se trouve ce pays du Sahel.

En clair, le bilan de la gestion de la crise sécuritaire demeure insatisfaisant, contrairement aux cas mauritanien et tchadien qui ont crédibilisé l'idée qu'une gouvernance des militaires constitue un meilleur rempart contre le terrorisme. En effet, sous la gouvernance des généraux Abdelaziz et Ghazouani qui ont renforcé l'armée mauritanienne et engagé une stratégie antiterroriste, la Mauritanie n'a plus connu d'attaque terroriste depuis 2009. Quant au Tchad, sa légende s'est construite autour de l'efficacité de son armée, faisant de lui un acteur militaire majeur dans le Sahel<sup>50</sup>.

## Conclusion

La succession des coups d'Etat militaires depuis 2020 montre qu'aucun pays africain n'en est vraiment à l'abri. Les raisons de la résurgence restent multiples même si parfois elles sont communes à certains pays. A la lumière des insatisfactions du peuple, réprimer les coups d'Etat militaires ne suffit pas ; il importe surtout de s'attaquer aux lacunes en matière de gouvernance. Concrètement, il s'agit d'améliorer la gouvernance politique et sociale, afin d'accorder plus d'opportunités à la population et leur offrir des perspectives heureuses, pour ainsi assurer une prospérité partagée et inclusive au sein des sociétés. Mais surtout renforcer le contrôle sur la gouvernance des Etats. A cet effet, il est utile de mettre en place un mécanisme de récompense fondé sur le mérite et le leadership transformationnel des dirigeants. Ce mécanisme pourra s'appuyer sur des critères de performance mesurables, tels que l'amélioration des conditions de vie des populations et le respect des dispositions constitutionnelles documentés dans des rapports sur la gouvernance des Etats publiés par des centres de recherche indépendants. Cette approche permettra d'assurer une transparence dans l'évaluation des performances étatiques, tout en encourageant les dirigeants à adopter des pratiques de gouvernance exemplaires.

---

<sup>47</sup> Agence France Presse, «Niger: sept soldats et des dizaines de jihadistes présumés tués près du Burkina », 21 mai 2024, <https://www.voaafrrique.com/a/niger-sept-soldats-et-des-dizaines-de-jihadistes-pr%C3%A9sum%C3%A9s-tu%C3%A9s-pr%C3%A8s-du-burkina/762027.html>; consulté le 22 juin 2024.

<sup>48</sup> Jeune Afrique, « Au Niger, 21 morts dans une attaque terroriste », 26 juin 2024, <https://www.jeuneafrique.com/1581471/politique/au-niger-21-morts-dans-une-attaque-terroriste/>, consulté le 29 juin 2024.

<sup>49</sup> Le département de Téra est dans la région du Tillabéri au sein de la zone que se partagent le Bénin, le Mali, le Burkina Faso, un repère des groupes terroristes.

<sup>50</sup> Pour le Tchad, voir Gilbert Maoundonodji, « L'intervention militaire tchadienne au Mali : enjeux et limites d'une volonté de puissance régionale », *Dossier du CERI*, <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/dossiersduceri/lintervention-militaire-tchadienne-au-mali-enjeux-et-limites-dune-volonte-de-puissance-region>, consulté le 03 avril 2024.